



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/057 du 28 juin 2022
imposant des prescriptions complémentaires à la société E3D
pour les installations exploitées Z.A. de Mont Saint Sébastien
à SOIGNOLLES-EN-BRIE (77111)**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, particulièrement ses articles L. 515-28 à L. 515-31 et R. 515-58 à R. 515-84 ;

Vu la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets ;

Vu le décret du Président de la République en date 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral n°22/BC/050 du 10 juin 2022 donnant délégation de signature à Mr Hervé SCHMITT, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts chargé par intérim des fonctions de directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 autorisant la Société E3D à exploiter sur le territoire de la commune de SOIGNOLLES-EN-BRIE un centre de tri, transit, regroupement et démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ;

Vu le dossier de demande de réexamen des émissions industrielles déposé le 30 septembre 2019 par la société E3D ;

Vu le rapport E/22-0668 du 18 mars 2022 de l'inspection des installations classées porté à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le courrier préfectoral E/22-0712 du 22 mars 2022 de transmission à la société E3D d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire et l'invitant à formuler ses observations sur ce projet sous un délai de 15 jours ;

Vu l'absence d'observations de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité ;

Considérant qu'au regard des prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019 susvisé, et du rapport de réexamen IED, il convient d'actualiser :

- la fréquence de surveillance ainsi que la valeur limite d'émission des matières en suspension dans les effluents aqueux rejetés par la société E3D ;
- la fréquence de surveillance de la demande chimique en oxygène (DCO) dans les effluents aqueux rejetés par la société E3D ;
- la valeur limite d'émission de poussières dans les rejets atmosphériques de la société E3D ;

Considérant que les éléments du dossier de réexamen déposé par la société E3D justifient la conformité de l'installation aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF WT ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les prescriptions relatives aux valeurs limites d'émissions aqueuses et atmosphériques prévues dans l'arrêté d'autorisation n° 2013/DRIEE/UT77/153 du 15 octobre 2013 ;

Considérant que le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article premier :

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté à compter du 17 août 2022.

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 reste applicable sauf si ces prescriptions sont contraires ou modifiées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 5.6.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

5.6.2.3. Conditions de rejets

La dilution de ces effluents est interdite afin de satisfaire aux caractéristiques de rejet indiquées ci-dessous.

Les eaux pluviales doivent, avant rejet au milieu naturel respecter les caractéristiques suivantes :

	Projet APC modifiant les valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Fréquence de surveillance
pH	5,5 - 8,5*	Semestrielle par un organisme externe agréé
Température	30 °C	
Matières en suspensions	60 mg/L	Mensuelle**(autosurveillance) - semestrielle par un organisme externe agréé
DCO	150 mg/L	

DBO5	100 mg/L	Semestrielle par un organisme externe agréé
Hydrocarbures totaux	5 mg/L	
Métaux totaux	10 mg/L	
PCB	0,05 mg/L ***	

* la valeur du pH peut être 9,5 en cas de neutralisation alcaline

** En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet

* si le rejet dépasse 0,5g/jour

Article 3 :

Les dispositions de l'article 5.6.2.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

5.6.2.4. Contrôle de rejets

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Le jour des prélèvements est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal des installations.

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, l'exploitant transmet dès réception les résultats de cette surveillance par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

Article 4 :

Les dispositions de l'article 6.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 sont remplacées les dispositions suivantes :

6.3. - Conditions des rejets aqueux

6.3.1 – Rejets de poussières

Les émissions canalisées rejetées à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 5 mg/Nm³ de poussières.

Le point de rejet dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

6.3.2. – Contrôle des rejets

Les caractéristiques des rejets, telles que définies à l'article 6.3.1 du présent arrêté, font l'objet de prélèvement et d'analyse semestriels par un organisme agréé.

L'échantillonnage et l'analyse des rejets doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Les rapports établis à cette occasion sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires éventuels expliquant les anomalies constatées (incidents, teneurs anormales) et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale.

Le jour du contrôle est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal du centre de tri, de transit et de regroupement de déchets.

Article 5 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 7 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 9 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Maire de Soignolles-en-Brie,
- le Directeur par intérim Régional et Interdépartemental de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 28 juin 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur par intérim empêché,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE pour publication sur le site internet des services de l'État),
- le Maire de Soignolles-en-Brie,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

